La bataille de Gaza et ses retombées politiques et diplomatiques

Dans un article analytiquement dense et riche par la variété des questionnements, Mohamed Tahar Bensaada aborde, sous l'angle de la problématique clausewitzienne du rapport de la guerre à la politique, les conditions dans lesquelles la victoire militaire et psychologique de la résistance dirigée par le Hamas à Gaza peut se transformer en victoire politique et diplomatique.

Après trois semaines de combat, l'échec du pouvoir sioniste et de son armée est patent puisqu'ils ont du lamentablement abandonner le terrain sans remplir aucun des objectifs qu'ils s'étaient fixés au départ. La victoire militaire de la résistance à Gaza se double d'une victoire psychologique pour tous les peuples arabes qui ont pris conscience de la vulnérabilité d'Israël, battu deux fois en l'espace de deux ans et demi, la première par le Hezbollah en juillet 2006.

Le succès du Hamas dans la bataille de Gaza a immédiatement générer des gains politiques et diplomatiques pour la résistance : mobilisation des peuples arabes, mouvement de solidarité internationale, délégitimation de l'autorité palestinienne cherchant à tout prix à négocier un gouvernement d'union nationale, sommet de Doha appelant la rupture des relations avec Israël, sommet de Koweït s'engageant à financer la reconstruction de Gaza.

Malgré les acquis notables pour la résistance palestinienne en termes politiques et diplomatiques, le problème de la conversion du succès militaire en victoire politique incontestable est toujours en suspend et dépend de plusieurs conditions : le maintien de la légitimité du Hamas à Gaza qui

passe par la reconstruction et la sortie de la crise humanitaire, l'unification de la résistance à l'échelle de La Palestine, la poursuite de la mobilisation en Europe qui permettra de faire pression sur le gouvernement israélien. Ainsi, les rapports de force politiques qui se jouent aujourd'hui en Palestine mais aussi dans le monde arabe et en Europe vont être déterminants pour la consolidation de la victoire de la résistance palestinienne et la fragilisation du clan impérialiste dans la région.

COMITE ACTION PALESTINE

La bataille de Gaza et ses retombées politiques et diplomatiques, par Mohamed Tahar Bensaada

Le Hamas a eu raison de proclamer sa victoire sur son agresseur israélien obligé à un cessez-le-feu unilatéral et à un retrait de ses forces militaires alors que, quoiqu'en disent ses propagandistes zélés dans les médias occidentaux, il n'a réalisé aucun des objectifs affichés au départ de son agression militaire. Rares étaient les observateurs qui s'attendaient à une telle résistance héroïque de la part des composantes militaires du mouvement national palestinien et du Hamas en particulier.

Sans bénéficier des armes dont l'Iran a doté son allié le Hezbollah, notamment les missiles anti-char de fabrication russe, les résistants palestiniens ont donné une leçon de bravoure et de tactique de guérilla à l'armée israélienne.

Cette deuxième déconfiture en deux ans et demi, après celle du Liban de 2006, d'une armée dont la puissance supposée constitue à la fois un facteur de légitimation interne et un facteur d'intimidation externe va sans doute peser lourd dans les prochains calculs des stratèges israéliens et de leur parrain américain.

C'est une victoire psychologique de premier ordre pour le peuple palestinien et pour tous les peuples arabes qui vont

intérioriser la leçon donnée par le Hezbollah et le Hamas, à savoir qu'Israël, malgré toute son armada militaire, s'avère impuissant face à une guérilla bénéficiant d'un soutien populaire indéfectible.

Mais cette victoire de la résistance palestinienne et de l'élan de solidarité populaire internationale ne doit pas faire oublier les enjeux et les défis politiques et diplomatiques immenses qui attendent le peuple palestinien dans la nouvelle étape qui s'ouvre.

Le principal enjeu d'où découlent tous les autres peut être résumé par la question suivante : Ce qu'Israël n'a pu obtenir militairement au bout de trois semaines de bombardements intenses et sauvages par air, mer et terre, le pourra-t-il par la voie diplomatique, grâce notamment à ses alliés occidentaux et la complicité du régime de Moubarak ?

Les évènements politiques et diplomatiques qui se sont accélérés depuis le sommet du 16 janvier à Doha, s'ils sont bien analysés, permettent de dessiner quelques tendances contradictoires dont l'issue finale dépendra de la détermination de chacun des protagonistes de la scène géopolitique régionale à arracher le maximum de concessions en faveur de ses intérêts stratégiques.

Retombées politiques

Sur le plan politique, mêmes les observateurs hostiles à la ligne politique du Hamas reconnaissent que même affaibli militairement, ce qui reste à prouver, ce dernier est sorti vainqueur politiquement dans la mesure où l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas a commencé à perdre ce qui lui restait de légitimité en Cisjordanie à partir du moment où l'agression israélienne paraissait chaque jour davantage enlisée dans le bourbier de Gaza.

L'Autorité de Abbas ne pouvait sortir gagnante de cette bataille qu'à la condition que le Hamas soit détruit ou chassé

de Gaza. Il faut croire que cette direction politique n’a pas seulement trahi la cause nationale de son peuple qu’elle est supposée défendre mais qu’elle a aussi commis une grave erreur de calcul tactique dans la mesure où elle a parié sur un résultat qui n’était pas d’avance garanti.

Les informations qui ont filtré indiquent que Abbas a réuni ses cadres militaires et policiers dès le commencement de la phase terrestre de l’agression israélienne en vue les préparer à rentrer à Gaza, à la suite des chars israéliens. Peine perdue, ses amis israéliens ne semblent exceller que dans les batailles aériennes et maritimes et que même cachés derrière leurs chars, leurs fantassins s’avèrent lamentables !

Reste à savoir qu’elles seraient les retombées de l’affaiblissement de l’Autorité de Abbas et du renforcement moral du Hamas dans un possible reclassement politique sur la scène palestinienne. Consciente de la nouvelle donne imposée par la bataille de Gaza, Abbas vient de lancer un appel aux dirigeants de Hamas en vue de constituer un gouvernement d’ « entente nationale » qui aura à affronter les quatre urgences de l’heure :

1.la prise en charge de la tragédie humanitaire laissée par l’agresseur israélien ;

2.la levée du blocus imposé à Gaza et l’ouverture des passages et notamment celui de Rafah ;

3.la reconstruction de Gaza après les dévastations qu’ont fait subir les bombardements israéliens ;

4.la préparation d’élections présidentielles et législatives dans les plus brefs délais.

Le fait que Abbas propose ce gouvernement d’ « entente nationale » est déjà en soi une victoire politique pour le Hamas et les autres composantes de la résistance palestinienne. Mais certains dirigeants du Hamas, qui n’a pas

encore répondu officiellement à l’offre de Abbas, semblent se méfier et craignent une manœuvre politique destinée à piéger la résistance. Au vu des graves dérives auxquelles s’est laissé aller le gouvernement de Abbas dans sa collaboration criminelle avec l’occupant, il y a de quoi se méfier à juste titre.

Mais au vu des contraintes régionales et internationales actuelles et surtout au vu des attentes de l’opinion palestinienne elle-même, la résistance palestinienne a-t-elle un autre choix que celui du dialogue et de l’entente nationale ? Sur le principe, le Hamas ne refuse pas le dialogue et l’entente mais pose des conditions et exige des garanties. Le sommet qui aura lieu bientôt au Caire permettra d’éclairer ce point et montrera jusqu’à quel point le Hamas est capable de transformer sa victoire militaire, morale et psychologique sur l’agresseur israélien à Gaza en victoire politique.

Reste à savoir quelle forme pourrait prendre une victoire politique dans les circonstances que traverse actuellement la lutte du peuple palestinien. L’idéologue palestinien des territoires de 1948, Azmi Bichara, a appelé récemment à la reconstruction de l’Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) autour notamment du Hamas, du Djihad islamique et du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP).

Sans nul doute, une telle perspective, si elle venait à se réaliser et à impliquer la composante nationale du Fatah qui refuse de suivre Abbas dans sa ligne capitularde, serait une grande victoire politique du peuple palestinien à la hauteur des sacrifices de Gaza. En tout état de cause, les Palestiniens ne pourront pas engranger les fruits politiques de leur résistance héroïque, ni peser sérieusement sur les acteurs régionaux et internationaux, tant qu’ils resteront divisés, même si l’unification tant souhaitée ne saurait se faire au détriment des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien.

Mais le défi politique le plus urgent qui attend la résistance palestinienne et à sa tête le Hamas à Gaza au lendemain d'une agression aussi barbare et aussi destructrice est celui de l'opinion publique interne. Le peuple palestinien à Gaza a montré des qualités de courage, de patience et de dignité remarquables tout au long des trois semaines infernales qu'il a subies. La victoire militaire du Hamas ne doit pas lui faire oublier cet aspect capital.

Aider la population de Gaza à traverser l'épreuve humanitaire difficile de l'après-guerre n'est pas seulement un devoir moral impérieux. C'est aussi une exigence politique de premier ordre si on n'oublie pas que la destruction des institutions et des infrastructures civiles poursuivie systématiquement par l'agresseur israélien s'inscrivait dans le but de retourner une population excédée contre le Hamas.

Le maintien de l'ordre, la chasse aux traîtres et la surveillance étroite des menées hostiles qui vont se multiplier à Gaza, s'ils évitent les excès de l'autoritarisme et de la répression et restent circonscrits dans les limites du droit et de la justice, constitueront un facteur de renforcement de la cohésion nationale, qui reste le bien le plus précieux des Palestiniens dans cette étape difficile.

La prise en charge urgente des besoins humanitaires, sociaux et médicaux de la population, grâce notamment à une gestion rigoureuse et rationnelle de l'aide arabe et internationale, constitue également un enjeu politique majeur dont l'issue déterminera pour une grande la capacité de la résistance à garder son enracinement populaire, gage de sa solidité face à un adversaire plus riche et plus puissant.

Retombées diplomatiques

Grâce à leur courage, leur solidité mentale et leur application rigoureuse et disciplinée des consignes tactiques qui leur ont été données par leur commandement, les résistants

palestiniens ont écrit à Gaza une des plus belles pages de la résistance populaire contre l'occupant à travers le monde. Les retombées diplomatiques sont immenses et ce n'est pas un hasard si les médias occidentaux, qui se font le relais zélé de l'agresseur israélien, ont passé sous silence ces retombées dans le but de minimiser la victoire de la résistance palestinienne et de détourner l'attention de l'opinion publique mondiale des véritables enjeux de la bataille diplomatique qui s'ouvre désormais dans la région.

La résistance héroïque de Gaza durant trois semaines de bombardements intenses et de privations mais aussi la rue arabe et le mouvement de solidarité internationale ont eu raison de l'acharnement militaire de l'agresseur israélien obligé de constater, avec ses alliés occidentaux, que les pertes d'une telle guerre risquaient désormais d'être plus importants que ses gains.

Mais c'est sur la scène régionale arabe que la résistance palestinienne et la colère de la rue arabe ont eu des retombées diplomatiques inattendues. En appelant, même tardivement, à un sommet arabe de solidarité avec la résistance palestinienne, le petit émirat de Qatar, qui entretenait pourtant des relations avec l'Etat d'Israël, a créé la surprise. Le mur du silence officiel arabe a été brisé. Certes, le sommet de Doha du 16 janvier n'a pas rassemblé la majorité des Etats arabes mais en réunissant les chefs d'Etat du Qatar, de la Syrie, de l'Algérie, du Soudan, de la Mauritanie, de l'Iran et surtout du président du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, ce sommet a annoncé clairement la couleur.

Il ne s'agissait pas seulement de dénoncer l'agression barbare israélienne contre le peuple palestinien. Il s'agissait aussi d'affirmer le soutien à la résistance palestinienne légitime et d'appeler à la suspension des relations avec Israël. Le Qatar et la Mauritanie ont annoncé lors de ce sommet la fermeture des représentations israéliennes dans leurs

capitales respectives et ont appelé les autres Etats arabes concernés à faire de même.

Quelles que soient les arrière-pensées attribuées aux Etats présents au sommet de Doha et quelques que soient les limites de ce sommet, il est désormais acquis que la résistance palestinienne peut désormais compter ouvertement sur un certain nombre d'Etats dotés de capacités politiques et diplomatiques non négligeables pour peu qu'ils les mobilisent sérieusement au service de la cause palestinienne, ce qui ne pourrait se faire sans une pression constance de leurs opinions publiques respectives.

Certes, les Etats présents au sommet de Doha ont échoué à faire endosser leurs revendications par le sommet arabe qui a eu lieu les 19-20 janvier à Koweit. En effet, ce dernier n'a pu aboutir à un consensus concernant le maintien en l'état ou la suspension de la fameuse Initiative de paix arabe adoptée à Beyrouth en 2002.

Les diplomaties égyptienne, saoudienne et jordanienne continuent à jouer sur leur proximité avec les capitales occidentales et l'absence d'alternative militaire crédible à l'alliance stratégique américano-israélienne pour dominer en fin de compte les débats politiques au sein de la Ligue des Etats arabes. Mais comme l'a souligné, à juste titre, l'éditorialiste palestinien d'Al Quds al Arabi, Abdelbari Atwane, le sommet de Koweit a néanmoins enregistré un début de réconciliation inter-arabe sur une base minimaliste qui doit être consolidé et élargi dans la mesure où il s'agit d'un acquis de la résistance palestinienne et de la pression populaire de la rue arabe.

Le principal résultat concret à l'actif du sommet de Koweit reste bien entendu les engagements financiers pris plusieurs Etats arabes pour la reconstruction de Gaza. L'engagement saoudien qui demeure le plus important (1 Milliard de dollars) suivi d'autres engagements (le Qatar promet 250

millions de dollars, l'Algérie 200 millions de dollars) n'est pas négligeable au vu des destructions subies par la société palestinienne à Gaza. Mais cet engagement financier ne doit pas faire oublier ses retombées politiques et diplomatiques qui ne sauraient être neutres. Ce n'est pas un hasard si le sommet arabe s'est clôturé sans prendre une décision finale sur les mécanismes à mettre en œuvre pour dépenser ces sommes colossales tant il n'y avait pas consensus en la matière.

Le conseiller général du Congrès national-islamique, Munir Chafiq, a eu raison d'insister sur le fait que cet argent ne doit pas passer par le gouvernement de Abbas. En effet, le risque n'est pas seulement que cet argent n'aille pas à Gaza mais qu'il serve surtout à alimenter la machine de guerre d'une Autorité corrompue en vue de se renforcer au détriment de la résistance et de préparer le trucage des prochaines élections.

Sous les pressions israéliennes, américaines et européennes, les Etats arabes et surtout l'Egypte vont tout faire pour utiliser la bataille de la reconstruction de Gaza pour prendre leur revanche sur le Hamas à Gaza en tentant de le court-circuiter pour favoriser leurs partenaires politique de l'Autorité de Abbas et surtout pour imposer un cadre de négociations allant à l'encontre des droits nationaux légitimes du peuple palestinien. En d'autres termes, l'enjeu diplomatique crucial de l'heure se résume dans la question : Israël gagnera-t-il la bataille de la reconstruction de Gaza après avoir perdu celle de sa destruction ?

Tel est le véritable enjeu du sommet de Charm el-Cheikh auquel ont accouru précipitamment les principaux Etats européens qui voulaient à la fois transformer la défaite militaire de leur comparse israélien en victoire diplomatique et sauver la face de leur ami Moubarak qui a été floué et humilié par la signature de l'accord sécuritaire israélo-américain sur la surveillance du passage de Rafah et la proclamation israélienne d'un cessez-le-feu unilatéral visant à minimiser

le rôle diplomatique de l’Egypte dans la région.

Mais le principal objectif poursuivi par la perfide diplomatie européenne reste bien entendu empêcher coûte que coûte que le Hamas transforme la victoire de Gaza en victoire politique au service de la création d’un nouveau rapport de forces régionales qui serait plus en faveur de la cause nationale du peuple palestinien et des acteurs régionaux qui résistent d’une manière ou d’une autre à la domination américaine, ce qui en dit long sur le rôle de sous-traitant rempli par la diplomatie européenne au service de l’Empire américain dans la région du Moyen Orient malgré tous les discours démagogiques sur une politique étrangère européenne indépendante.

Dans une telle situation, deux solutions s’offrent à la résistance palestinienne. Ou bien elle arrive à arracher un compromis arabe qui finirait par imposer que la reconstruction de Gaza se fasse avec les partenaires qui sont sur le terrain et qui bénéficient de la légitimité démocratique de leur peuple ou bien, dans le cas contraire, elle se voit obligée de se tourner vers les Etats qui la reconnaissent pour qu’elle puisse bénéficier directement de leurs engagements financiers. Même au prix d’efforts incommensurables et de concessions qui ne toucheraient pas l’essentiel, la première solution reste préférable dans la mesure où la seconde solution, si elle renforce à court terme la résistance, pourrait consacrer la division des rangs palestiniens à long terme.

Le rôle de l’opinion publique

Les efforts politiques et diplomatiques en vue d’imposer la première solution dans les prochains jours et les prochaines semaines seront déterminants pour l’issue finale de la bataille future qui attend le peuple palestinien. Le mouvement de solidarité populaire qui a montré sa force durant le siège de Gaza aura d’autres tâches dans les semaines à venir qui ne sont pas moins importantes.

Exiger que l’argent arabe aille avant tout à la population de Gaza qui a subi dans sa chair les destructions sauvages de l’armée israélienne, exiger la poursuite des criminels de guerre israéliens devant les juridictions européennes et internationales, appeler les Etats arabes qui entretiennent des relations avec Israël (Egypte, Jordanie, Maroc, Tunisie) à suivre l’exemple de Qatar, de Mauritanie, de Bolivie et du Vénézuela, Soutenir la réconciliation inter-arabe et inter-palestinienne sur la base de revendications nationales minimales, appeler à renforcer l’engagement des Etats présents au sommet de Doha au profit de la résistance palestinienne et élargir cet engagement à d’autres Etats restent des tâches minimales pour le mouvement de solidarité arabe à l’égard du peuple palestinien.

Dans la bataille de la reconstruction et de la résistance qui s’annonce, le rôle de l’opinion publique européenne, dont la mobilisation pacifique a constitué un facteur de pression politique et diplomatique important sur le gouvernement israélien, ne sera pas négligeable.

C’est au nom de leurs peuples respectifs que les gouvernements européens s’acharnent à choisir arbitrairement les partenaires qu’ils jugent fréquentables ou non à la table des négociations alors que la véritable question n’est pas qui négocie mais quoi négocier. Veut-on un Etat palestinien viable qui signifie le démantèlement des colonies et le retour des réfugiés ou bien veut-on seulement un Etat dortoir pour surveiller les millions de prolétaires palestiniens obligés d’aller travailler de l’autre côté de la frontière ?

L’opinion européenne acquise à une paix juste et durable au Moyen Orient qui ne saurait se réaliser dans la négation des droits nationaux légitimes du peuple palestinien a aujourd’hui une occasion inespérée de juger de la sincérité et la crédibilité de gouvernements européens qui ne cessent de chanter la paix et les valeurs universelles des droits de l’Homme. Le droit international humanitaire qu’ils invoquent

ailleurs pour faire passer leurs sordides intérêts économiques et leur volonté de puissance peut-il atteindre les frontières d'Israël ?

Les criminels de guerre israéliens seront-ils poursuivis devant des juridictions européennes et internationales comme le réclament de nombreuses associations civiles ? Israël sera-t-il sanctionné pour ses violations flagrantes des conventions de la guerre et pour son utilisation d'armes prohibées ? Les accords de coopération privilégiée dont bénéficie l'Etat israélien, notamment dans les domaines scientifiques, technologiques et militaires, seront-ils suspendus ?

Les syndicats européens se joindront-ils aux appels au boycott de l'Etat colonialiste et raciste d'Israël comme le demandent de nombreuses organisations de la société civile ou accepteront-ils au moins d'empêcher la livraison des produits à caractère militaire à destination d'Israël comme l'ont fait les syndicats grecs lors du siège de Gaza ? L'Union européenne alliera-t-elle les actes aux discours dans la mobilisation financière pour la reconstruction de Gaza ou bien une fois de plus, les Arabes vont payer pendant que les politiques européens continueront à donner des leçons comme au bon vieux temps de la coloniale ?

Seul le mouvement social, par une mobilisation multiforme sur le terrain qui ne doit pas fléchir, pourra répondre concrètement à toutes ces questions.